

Margaret Benston

Pour une économie politique de la libération des femmes

Publié dans le n° 54-55 de la revue française *Partisans*, « Libération des femmes. Année zéro »

La situation des femmes repose, comme tout dans notre société, sur une base économique.
Eleanor MARx et Edward AVELING.

On ne tient généralement pas compte de la question des femmes dans les analyses de structure de classe de la société.

Cela tient au fait d'une part que les classes sont généralement définies par leur rapport avec les moyens de production et d'autre part que les femmes ne sont pas censées avoir un rapport unique avec les moyens de production. C'est une catégorie qui semble plutôt traverser toutes les classes ; on parle des femmes de la classe ouvrière, des femmes de la classe moyenne, etc. Le statut des femmes est de toute évidence inférieur à celui des hommes¹, mais l'analyse de cette situation revient ordinairement à parler de la socialisation, de la psychologie, des relations entre les personnes ou du rôle du mariage en tant qu'institution sociale². Sont-ce cependant les facteurs fondamentaux ? En partant du principe que les racines du statut inférieur de la femme sont en fait économiques, on peut montrer que les femmes en tant que groupe ont effectivement un rapport bien défini avec les moyens de production et que ce rapport est différent de celui qu'ont les hommes. Les facteurs psychologiques et personnels découlent alors de ce rapport spécifique avec la production et un changement dans la production sera la condition nécessaire (mais insuffisante) pour changer les facteurs psychologiques. Si on accepte ce rapport spécifique des femmes avec la production, l'analyse de la situation des femmes s'intègre naturellement dans une analyse de classe de la société.

Pour parler des classes dans la société capitaliste, il faut partir de la distinction entre ceux à qui appartiennent les moyens de production et ceux qui vendent leur force de travail contre un salaire. Comme le dit Ernest Mandel : « La condition du prolétaire est en résumé le manque d'accès aux moyens de production ou moyens de subsistance, ce qui dans une société où la production de la marchandise est généralisée, contraint le prolétaire à vendre sa force de travail. En échange de cette force de travail, il reçoit un salaire qui lui permet ainsi d'acquérir les moyens de consommation nécessaires pour satisfaire ses propres besoins et ceux de sa famille.

Celui qui gagne un salaire, c'est ainsi que se définit structurellement le prolétaire. Il en découle nécessairement une certaine sorte de relation avec son travail, avec les produits de son travail et avec sa situation d'ensemble dans la société qui peut se résumer par l'expression-type d'aliénation. Mais de cette définition structurelle, il ne découle pas des conclusions obligatoires quant au degré de sa consommation [...], à l'étendue de ses besoins ou au degré suivant lequel il peut les satisfaire³ »

Nous n'avons pas une définition de structure correspondante pour les femmes. Ce qu'il nous faudrait d'abord, ce n'est pas un examen complet des symptômes du statut inférieur des femmes, mais plutôt un bilan des conditions matérielles qui, dans les sociétés capitalistes (et autres) définissent le groupe « femmes ». C'est sur ces conditions que sont édifiées les superstructures que nous connaissons. Un intéressant passage de Mandel montre comment procéder pour une telle définition :

« La marchandise [...] est un produit créé pour être échangé sur le marché, en tant qu'il est opposé à celui qui a été fait pour être consommé directement. *Chaque marchandise doit avoir à la fois une valeur d'usage et une valeur d'échange.* Elle doit avoir une valeur d'usage sinon personne ne voudrait l'acheter ... Une marchandise qui n'aurait de valeur d'usage pour personne ne serait par conséquent pas vendable, elle constituerait une production sans usage, elle n'aurait pas de valeur d'échange précisément parce qu'elle n'aurait pas de valeur d'usage. D'un autre côté, tout produit qui a une valeur d'usage, n'a pas nécessairement une valeur d'échange. Il a une valeur d'échange seulement dans la mesure où la société elle-même dans laquelle la marchandise est produite, est basée sur l'échange, dans la mesure où c'est une société dans laquelle l'échange est une pratique générale. [...]

1. Marlene DIXON, *Le statut social inférieur des femmes*. (Disponible à U.S. Voice of Women's Liberation Movement, 1940, Bissell, Chicago, Illinois.)

2. Cf. Margaret MEAD, *Sexe et Tempérament*.

3. Ernest MANDEL, « Les travailleurs dans le monde capitaliste », communication faite à l'université Simon Fraser.

Dans la société capitaliste, la production de la marchandise, la production de valeurs d'échanges a atteint son plus grand développement. C'est la première société dans l'histoire humaine où la plus grande partie de la production est constituée de marchandises. Cela ne veut pas dire cependant que toute la production en régime capitaliste est production de marchandises. Deux groupes de produits gardent encore une simple valeur d'usage. Le premier groupe correspond à toutes les choses que la paysannerie produit pour sa propre consommation, chaque chose étant directement consommée dans la ferme où elle est produite. [...]

Le second groupe de produits qui dans la société capitaliste ne sont pas des marchandises mais restent de simples valeurs d'usage, correspond à toutes les choses qui sont produites dans la maison. En dépit du fait qu'une grande quantité de travail humain entre dans ce type de production domestique, il reste encore une production de valeurs d'usage et non de marchandises. Chaque fois qu'une soupe est faite ou qu'un bouton est cousu sur un vêtement, cela constitue une production, mais ce n'est pas une production pour le marché.

L'apparition de la production de la marchandise, sa régularisation qui a suivi et sa généralisation ont transformé radicalement la manière de travailler des hommes et leur façon d'organiser la société⁴.»

Mandel ne s'est peut-être pas rendu compte que son dernier paragraphe était juste, à condition de le prendre au pied de la lettre. L'apparition de la marchandise a vraiment transformé la façon dont *les hommes* travaillent. Comme il le souligne, la plus grande partie du travail domestique dans la société capitaliste (et sur ce point dans les sociétés socialistes existantes) reste au stade du pré-marché. C'est le travail qui est réservé aux femmes et c'est de là qu'il faut partir pour définir les femmes.

En quantité absolue, le travail domestique, qui inclut l'élevage des enfants, constitue un total énorme de production socialement nécessaire. Néanmoins, dans une société basée sur la production de la marchandise, il n'est pas considéré ordinairement comme un « travail réel » parce qu'il est en dehors de l'échange et du marché. Il est pré-capitaliste au sens même du mot. L'attribution du travail domestique comme fonction à une catégorie spéciale, « les femmes », cela veut dire que ce groupe a vraiment avec la production un autre rapport que le groupe « hommes », un rapport différent. Nous tenterons de définir les femmes, donc, comme le groupe de gens responsables de la production de valeurs d'usage simples dans les activités liées à la maison et à la famille.

Puisque les hommes n'ont pas la responsabilité de cette production, c'est là que réside la différence entre les deux groupes. Les femmes, il faut le dire, ne sont pas exclues de la production de marchandises. Elles participent au travail salarié, mais en tant que groupe, elles n'ont pas de responsabilité structurelle dans ce domaine et leur participation est généralement considérée comme passagère. Les hommes, d'autre part, sont responsables de la production de marchandises; ils n'ont pas en principe à fournir de travail domestique. Par exemple, quand ils participent à la production domestique, ce n'est pas seulement quelque chose d'exceptionnel; on considère que c'est démoralisant pour eux, que cela les châtre et même que c'est nuisible pour leur santé. (Une anecdote sur la première page du *Vancouver Sun*, de janvier 1969, révèle qu'en Angleterre les hommes sont en train de mettre leur santé en danger parce qu'ils ont trop de travail domestique à faire !)

C'est dans cette définition des femmes qu'il faut chercher la base économique de leur statut inférieur. Dans une société où l'argent détermine la valeur, les femmes sont un groupe dont le travail n'appartient pas à l'économie de l'argent. Leur travail n'est pas monnayable, il est donc sans valeur, il ne constitue même pas un travail réel. Et les femmes elles-mêmes qui font ce travail sans valeur peuvent difficilement s'attendre à valoir autant que les hommes qui travaillent pour de l'argent. En termes de structure, ce qui se rapproche le plus de la situation des femmes, c'est la situation de tous ceux qui sont ou ont été eux aussi en dehors de la production de marchandises, par exemple les serfs et les paysans.

Dans son récent article sur les femmes, Juliet Mitchell entame ainsi le débat : « Dans les sociétés industrielles avancées, le travail des femmes n'est que marginal par rapport à l'économie globale. Cependant, c'est à travers le travail que l'homme transforme les conditions naturelles et par là même fonde la société. Jusqu'à ce qu'il y ait une révolution dans la production, la situation du travail prescrira aux femmes une situation à l'intérieur du monde des hommes⁵. Parler de la marginalité du travail des femmes, c'est reconnaître sans s'en rendre compte que le travail que les femmes font est *différent* de celui des hommes. Ce travail cependant n'est pas marginal; c'est seulement un travail qui n'est pas salarié, et dont pour cela on ne tient pas compte. L'auteur dit d'ailleurs plus loin dans cet article, « le travail domestique, même aujourd'hui, est considérable si on le calcule en termes de travail productif ». Elle donne quelques chiffres pour illustrer : en Suède, les femmes passent 2 340 millions d'heures par an pour le travail

4. ERNEST MANDEL, *An Introduction to Marxist Economic Theory*, New York, Merit Publishers, 1967, pp. 10-11.

5. Juliet MITCHELL, « Women : The Longest Revolution », in *New Left Review*, décembre 1966.

domestique, tandis qu'elles ne font que 1 290 millions- d'heures dans l'industrie. Et la Chase Manhattan Bank évalue à 99,6 heures le travail total d'une femme dans une semaine.

Cependant Mitchell n'accorde que peu d'importance aux facteurs économiques de base (en fait elle condamne la plupart des marxistes pour être « avant tout des économistes ») et elle passe rapidement aux facteurs de superstructure parce que, remarque-t-elle, « l'avènement de l'industrialisation n'a pas jusque-là libéré les femmes ». Ce qu'elle oublie, c'est qu'aucune société, jusqu'à présent, n'a industrialisé le travail domestique. Engels met en évidence que « la première condition de l'émancipation des femmes est la rentrée de tout le sexe féminin dans l'industrie publique ... Cela n'est devenu possible qu'avec la grande industrie moderne qui non seulement admet sur une grande échelle le travail des femmes mais aussi le requiert formellement et tend de plus en plus à faire du travail domestique privé une industrie publique⁶.» Et plus haut, dans le même passage: « Ici, déjà, il apparaît que l'émancipation de la femme, son égalité de condition avec l'homme est et demeure impossible tant que la femme restera exclue du travail social productif et qu'elle devra se borner au travail privé domestique. » Mitchell n'a pas tenu compte du fait que le problème ne consiste pas seulement à faire rentrer les femmes dans l'industrie qui *existe* déjà, qu'il est plus complexe, qu'il s'agit de convertir la production privée de travail domestique en production publique.

Pour la plupart des Américains, le travail domestique en tant que « production publique » évoque immédiatement *Le Meilleur des Mondes* ou bien une grande institution - un amalgame entre l'orphelinat et la caserne - où nous serions tous forcés de vivre.

Dans une unité de production pré-industrielle la production est à petite échelle et elle répète celle des autres ; cela veut dire qu'il y a un grand nombre de petites unités, chacune étant un tout, exactement comme les autres. Ordinairement ces unités de production sont d'une façon ou d'une autre basées sur la parenté et elles ont des buts multiples, remplissant des fonctions religieuses, récréationnelles, éducatives et sexuelles en même temps que la fonction économique. Dans cette situation, les attributs qu'un individu peut souhaiter, ceux qui lui donnent du prestige, relèvent de critères qui ne sont pas seulement économiques : par exemple, parmi les traits de caractère qui reçoivent l'approbation, il y a le comportement spécifique vis-à-vis de la parenté et l'empressement à remplir ses obligations. Cette sorte de production n'est originairement pas basée sur l'échange. Mais si l'échange de marchandises devient plus important, alors la capacité de production doit nécessairement s'accroître. Cette capacité de production est caractérisée par la transition vers une production industrialisée qui entraîne l'élimination de l'unité de production basée sur la famille. Une unité de production sur une vaste échelle, non répétitive, s'y substitue, qui a une seule fonction, la fonction économique et où le prestige et le statut relèvent de critères économiques. La production est rationalisée, rendue en grand plus efficiente, elle devient de plus en plus publique - partie d'un réseau social intégré. Il en résulte une expansion considérable du potentiel productif de l'homme. En régime capitaliste, ces formes sociales sont utilisées presque exclusivement pour un profit privé. On peut les considérer comme des formes de production capitalisées.

Si nous appliquons ce qui précède à la cellule familiale et à l'éducation des enfants, il est évident que chaque famille, chaque ménage constitue une unité individuelle de production, une entité pré-industrielle, de la même manière que les paysans ou les petits artisans constituent des unités de production pré-industrielles. Les traits principaux y sont, dont l'essentiel est le caractère répétitif, familial et privé du travail. (Il est intéressant de souligner les autres aspects : les fonctions multiples de la famille, le fait que les attributs avantageux pour les femmes ne tournent pas autour des prouesses économiques, etc.) La rationalisation de la production qui s'effectue dans le passage à une production sur une large échelle n'a pas encore commencé dans ce domaine.

L'industrialisation est en elle-même un bien pour l'humanité; l'exploitation et la déshumanisation vont de pair avec le capitalisme mais pas nécessairement avec l'industrialisation. Dire que le travail domestique privé doit se convertir en une industrie publique capitaliste n'est pas du tout la même chose que de parler de cette conversion dans une société socialiste. Dans ce dernier cas, les forces de production fonctionnent pour le bien-être de l'humanité et non pas pour un profit privé et le résultat devrait être la libération et non pas la déshumanisation. Dans ce cas, nous pouvons parler de formes de production socialisées.

Ces définitions ne prétendent pas être techniques, mais plutôt faire la différence entre deux aspects importants de l'industrialisation. Ainsi, on a raison de craindre d'aboutir à une vie de caserne si l'on introduit le travail domestique dans l'économie publique en régime capitaliste. Avec une production socialisée et la suppression du mobile du profit et du travail aliéné qui s'ensuit, il n'y a pas de raison pour que *dans une société industrialisée*, l'industrialisation du travail domestique n'entraîne pas une meilleure production, et partant une meilleure nourriture, un environnement plus confortable, une éducation des enfants plus intelligente et qui comporte plus de sollicitude, etc., que dans l'actuel noyau de la famille.

6. Fr. ENGELS, *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, Paris, Ed. Sociales.

On affirme souvent qu'en régime néo-capitaliste, le travail à la maison a été considérablement réduit. Même si cette affirmation est vraie elle n'est pas structurellement juste. Excepté les très riches qui peuvent engager quelqu'un pour le faire, pour la plupart des femmes il y a un minimum irréductible de travail nécessaire, c'est le soin de la maison, du mari et des enfants. Pour une femme mariée sans enfant, le minimum de travail irréductible correspond à peu près à 15 ou 20 heures par semaine ; pour une femme avec des petits enfants, le minimum est à peu près de 70 à 80 heures par semaine. (On répugne à considérer l'éducation des enfants comme un travail. Que ce travail implique la production de valeurs d'usage, on peut le voir clairement quand la valeur d'échange y est aussi impliquée - quand le travail est fait par des baby-sitters, des nurses, des centres d'éducation ou des professeurs. Un économiste a déjà souligné que, paradoxalement, si un homme épouse sa femme de ménage il diminue le revenu national, puisque l'argent qu'il lui donne n'est plus désormais compté comme un salaire.) En outre cela revient cher de réduire le travail domestique au minimum : pour les familles qui ont de bas revenus, plus de travail est requis. Dans chaque cas, le travail domestique reste structuré de la même façon, c'est l'affaire de la production privée.

Une des fonctions de la famille, celle qu'on nous apprend à l'école, et celle qui est communément acceptée, c'est la satisfaction des besoins émotionnels : les besoins d'intimité, de communauté et de relations empreintes de chaude sécurité. Cette société offre peu d'occasions de satisfaire à cette sorte de besoin ; par exemple, on n'accorde pas la même importance, beaucoup s'en faut, aux relations de travail, d'amitié, qu'à celles d'un homme-une femme-avec des enfants. Même les autres liens de parenté sont de plus en plus secondaires. Cette fonction de la famille est importante en ce sens qu'elle la stabilise de façon qu'elle puisse accomplir d'autres fonctions dont nous avons parlé, purement économiques. Le salarié, le mari-père, dont le salaire assure sa propre subsistance, paie également pour le travail fait par la mère-épouse et subvient aux besoins des enfants. Le salaire d'un homme achète le travail de deux personnes. On s'aperçoit de l'importance cruciale de cette seconde fonction de la famille quand la cellule familiale éclate dans le divorce. En ce qui concerne les enfants, leur principal intérêt c'est que la fonction économique de la famille persiste ; l'homme doit continuer à payer pour le travail de la femme ; son salaire ne suffit pas, très souvent, pour lui permettre de subvenir aux besoins d'une seconde famille. Dans ce cas, ses besoins émotionnels sont sacrifiés à la nécessité d'entretenir son ex-épouse et ses enfants. C'est quand il y a un conflit que la fonction économique de la famille prend très souvent le pas sur sa fonction émotionnelle. Et cela dans une société qui enseigne que la principale fonction de la famille est de satisfaire aux besoins émotionnels.

En tant qu'unité économique, la cellule familiale est une force de stabilisation précieuse dans la société capitaliste. Tant que la production qui est faite à la maison est payée par le salaire du mari-père, le salarié voit se réduire considérablement la possibilité pour lui de refuser sa force de travail au marché, même si sa capacité à changer d'emploi est limitée. La femme, à qui l'on dénie une place active sur le marché, a peu de contrôle sur les conditions qui gouvernent sa propre vie. Sa dépendance économique se reflète dans sa dépendance émotionnelle, sa passivité et les autres traits «stéréotypés» de la personnalité féminine. Elle est conservatrice, timorée, elle entretient le statu quo. En outre, la structure de la famille est telle qu'elle constitue une unité de consommation idéale. Mais ce fait que l'on relève essentiellement dans la littérature sur la libération des femmes ne devrait pas être considéré comme sa principale fonction. Si l'analyse ci-dessus est correcte, la famille devrait d'abord apparaître comme une unité de production pour le travail domestique et l'éducation des enfants. Tout individu dans la société capitaliste est un consommateur ; simplement, la structure de la famille se révèle comme particulièrement bien adaptée pour encourager la consommation. Les femmes en particulier sont de bons consommateurs ; cela découle naturellement de leurs responsabilités pour les affaires de la maison. Et aussi, le statut inférieur des femmes, leur manque, en général, d'un grand sens de la valeur et de l'identité font qu'elles sont plus exploitables que les hommes et par suite de meilleures consommatrices.

L'histoire des femmes dans le secteur industrialisé de l'économie a toujours dépendu exclusivement des besoins de travail de ce secteur. Les femmes ont une fonction en tant que masse de réserve et armée du travail. Quand la force de travail est rare (première industrialisation, les deux guerres, etc.), alors les femmes constituent une part importante de la force de travail. Quand il y a moins d'offre pour le travail (comme maintenant en période néo-capitalise), les femmes deviennent un surplus de force de travail - mais un surplus duquel les maris et non pas la société sont économiquement responsables. Le « culte de la maison » fait son apparition aux périodes de surplus de force de travail et on l'utilise pour détourner les femmes de l'économie du marché. Ce qui est assez facile du fait que personne, homme ou femme, ne prend vraiment au sérieux la participation des femmes à la force de travail. Le vrai travail des femmes, on nous l'a enseigné, c'est à la maison ; cela vaut, qu'elles soient ou non mariées, seules ou chefs de famille.

Toujours, le travail domestique incombe aux femmes. Quand elles travaillent au-dehors, elles doivent s'arranger tant bien que mal pour faire à la fois le travail à l'extérieur et le travail domestique (ou bien elles supervisent, une remplaçante pour le travail domestique). Les femmes, et particulièrement les

femmes mariées avec des enfants, qui travaillent à l'extérieur, font tout simplement deux travaux ; leur participation à la force de travail n'est admise que dans la mesure où elles continuent à accomplir leur première responsabilité dans la maison. Cela est particulièrement évident pour les pays comme l'U.R.S.S. et les pays d'Europe de l'Est qui ont développé des débouchés pour les femmes dans la force de travail sans développer de manière équivalente leur liberté. L'égalité d'accès pour les deux sexes aux travaux hors de la maison comme l'une des premières conditions pour la libération des femmes, ce n'est pas en soi un fait suffisant pour donner l'égalité aux femmes ; aussi longtemps que le travail à la maison reste l'affaire de la productivité privée et que les femmes en seront responsables, elles seront tout simplement chargées d'un double travail.

La conversion du travail actuellement fait à la maison en tant que production privée, en un travail qui doit faire partie de l'économie publique, est la seconde condition essentielle à la libération des femmes, qui découle de l'analyse ci-dessus. Pour être plus précis, cela veut dire que l'éducation des enfants ne doit pas rester plus longtemps à la charge des parents. La société doit commencer à prendre les enfants en charge ; les femmes et les enfants ne doivent plus dépendre économiquement du mari-père. Tout le travail qui se fait à la maison doit également se transformer - par exemple des réfectoires et des blanchisseries publics -. Quand cette sorte de travail sera entrée dans le secteur public, alors il n'y aura plus de base matérielle à la discrimination vis-à-vis des femmes.

Ce ne sont que des conditions préalables. L'idée que les femmes ont un statut inférieur est profondément enracinée dans la société et il faudra beaucoup d'efforts pour l'en extirper. Mais à partir du moment où les structures qui produisent cette idée et qui en sont le support se transforment, alors et seulement alors nous pouvons espérer progresser. Il est possible par exemple que l'apport nouveau de réfectoires publics veuille seulement dire que les femmes sont passées de la cuisine privée à la cuisine communale. Cela serait évidemment un progrès, en particulier dans une société socialiste où le travail n'aurait pas le caractère d'exploitation qui est inhérent à la nature du travail dans la société actuelle. Une fois que les femmes seront libérées de la production privée à la maison, il sera probablement très difficile de maintenir pendant longtemps une division stricte du travail selon les sexes. Cela illustre la relation qu'entretiennent ensemble les deux conditions préalables que nous avons données : une véritable égalité dans le travail est probablement impossible sans la libération du travail domestique et l'industrialisation du travail domestique n'est pas possible sans que les femmes quittent la maison pour travailler.

Les changements dans la production qui sont nécessaires pour sortir les femmes de la maison sont théoriquement possibles en régime capitaliste. Ces formes capitalisées d'industrie domestique qui existent déjà, expliquent peut-être qu'il y ait des mouvements de libération féminins.

Il existe déjà des garderies d'enfants, même si elles sont peu appropriées et peut-être coûteuses ; des aliments tout prêts, la livraison à domicile des repas ou les repas à emporter sont des pratiques largement répandues. Certaines blanchisseries et teintureries font des offres spéciales. Cependant le prix interdit généralement qu'on puisse se reposer complètement sur de telles commodités et elles ne sont pas disponibles partout, même en Amérique du Nord. Il faudrait donc probablement les considérer comme des forces embryonnaires plutôt que comme des structures achevées ; cependant elles apparaissent clairement comme les solutions de rechange dont le système actuel dispose pour que ce travail soit fait. En Amérique du Nord particulièrement, où le développement de ces « services domestiques industrialisés » est important du fait qu'ils font partie du développement de l'économie, les contradictions entre ces solutions de rechange et la nécessité de garder les femmes à la maison ne cesseront de s'accroître. La nécessité de maintenir les femmes à la maison découle de deux aspects principaux du système actuel. Premièrement la quantité de travail non payé accomplie par les femmes est énorme et très profitable à ceux qui détiennent les moyens de production. Payer les femmes, même au taux du salaire minimal, exigerait une entière redistribution des richesses. Actuellement, la charge d'une famille constitue une taxe cachée sur le salaire de celui qui gagne l'argent : son salaire achète la force de travail de deux personnes. Le problème est de savoir si l'économie peut avoir assez d'expansion pour faire travailler toutes les femmes en tant qu'éléments de la force de travail normale. En temps de guerre, l'économie a réussi à attirer en partie les femmes mais elle n'a pas réussi à créer une nécessité de travailler pour toutes ou pour la plupart d'entre elles. Quand on dit que les emplois créés par l'industrialisation du travail domestique créeront cette nécessité, on peut opposer à cet argument le fait que les puissantes forces économiques œuvrent pour le statu quo et contre la capitalisation dont on a parlé plus haut et le fait que les « services industrialisés » actuels qui s'opposent un peu à ces forces n'ont pas été capables d'équilibrer la force de travail en développement telle qu'elle se présente actuellement. Ces « services industrialisés » tendent seulement à créer actuellement un « sous-emploi » dans la maison. Ils ne créent pas de nouveaux emplois pour les femmes. Aussi longtemps que cette situation persistera, les femmes constitueront un élément très commode et très malléable de l'armée de réserve de l'industrie. Elles ne pourraient s'incorporer dans la force de travail sur un pied d'égalité - ce qui obligerait à capitaliser le travail domestique -

qu'avec une expansion économique que le néo-capitalisme ne pourrait mener à bien que dans des conditions de mobilisation totale en temps de guerre. En outre, de tels changements de structure impliquent la ruine complète de la cellule familiale actuelle. La famille dont les fonctions sont de stabiliser la consommation, avec en plus la faculté qu'a le culte du foyer de maintenir les femmes en dehors du marché du travail, servent trop bien le néo-capitalisme pour qu'on puisse s'en passer si facilement. Et à un niveau moins fondamental, même si les transformations nécessaires dans la nature de la production domestique étaient accomplies par le capitalisme, cela aurait pour conséquence désastreuse d'inclure toutes les relations humaines dans le réseau économique. L'atomisation et l'isolement des gens dans la société occidentale sont déjà suffisamment poussés pour qu'on puisse se demander si un aussi complet isolement psychique pourrait être toléré. Il est même probable que l'une des grandes réponses négatives sur le plan émotionnel aux mouvements féminins de libération provient précisément de cette crainte. Si c'est le cas, alors on peut citer les solutions de rechange possible - coopératives, kibboutz - pour montrer que les besoins de communauté et de chaleur peuvent être mieux satisfaits si des structures nouvelles se substituent à la cellule familiale.

Au mieux, la prise en charge du travail domestique par les formes de production capitalisées donnerait seulement à la femme la même liberté limitée qui est le lot de la plupart des hommes en régime capitaliste. Cela ne veut pas dire cependant que les femmes doivent attendre pour exiger d'être libérées de la discrimination. Le statut des femmes a un fondement matériel; nous ne sommes pas seulement l'objet d'une discrimination, nous sommes exploitées. Actuellement, le système tout entier a besoin pour fonctionner du travail que nous faisons à la maison. Les femmes qui remettront leur rôle en question exerceront une pression qui réduira notre exploitation effective. En outre une telle remise en question gênera le fonctionnement de la famille et pourra freiner l'exclusion des femmes de la force de travail. Tout ceci accélérera, espérons-le, la transition vers une société qui dès maintenant peut effectuer les transformations nécessaires dans la production. Qu'une telle transition nécessite une révolution, je n'en doute pas; nous avons pour tâche de faire en sorte que les transformations révolutionnaires de la société mettent fin à coup sûr à l'oppression des femmes.